aitec
Association Internationale de
Techniciens, Experts et Chercheurs

Communiqué de presse - AITEC - http://aitec.reseau-ipam.org/
Vendredi 1er juillet 2011

L'Initiative sur les matières premières de l'UE entre les mains d'euro-députés à la botte des multinationales.

Hier, jeudi 30 juin, la Commission Industrie, Énergie et Recherche du Parlement européen a voté le rapport sur l'Initiative sur les matières premières de l'UE en charge d'établir les principes directeurs de la future politique européenne concernant l'utilisation des ressources naturelles[1]. Or ce rapport pourrait donner le feu vert à l'exploitation minière dans les réserves naturelles protégées de l'Europe et aggraver l'accaparement des ressources en Afrique, Asie, Amérique et Arctique en demandant un accès plus élargi aux matières premières situées dans les autres pays. Quant aux mesures progressistes qui figurent dans ce rapport – notamment celles concernant la nécessité de remédier au manque de responsabilité légale des entreprises extractives ayant commis des violations aux droits de l'Homme, aux droits sociaux et environnementaux, ou de réduire la surconsommation de ressources en Europe – certains euro-députés ne se sont pas gênés pour affaiblir autant que possible ces dispositions...

Quoi de plus surprenant au regard du nouveau rapport « Europe's ressource Grab. Vested interests at work in the European Parliament » de l'organisation *Corporate Europe Observatory*[2] qui révèle les liens étroits entre certains euro-députés de cette Commission – et pas les moins impliqués - avec les secteurs industriels directement concernés par cette politique. Ainsi l'euro-député Paul Rübig (PPE, Autriche) joue un rôle clé dans le débat sur l'Initiative sur les matières premières alors même qu'il détient des intérêts financiers au sein d'entreprises largement dépendantes d'un accès à bas prix aux matières premières. Il en est de même pour le parlementaire européen allemand, Elmar Brok qui, tout en défendant un soutien militaire pour la politique européenne sur les matières premières, occupe un poste dans une entreprise partenaire du Groupe Arvato Services Technical qui vend ses services informatiques au secteur militaire...

L'auteure du rapport, Pia Eberhart, dénonce l'action de ces euro-députés lobbyistes qui « défendent leur propre intérêt et ceux des grandes entreprises en promouvant cette course à l'accaparement des ressources à travers le monde. Ils poussent pour que les entreprises aient accès aux ressources naturelles des autres pays sans aucune considération pour la souveraineté des peuples [sur leurs ressources] ou les mesures de protection de l'environnement ou visant à promouvoir leur développement économique. ».

Mais des perspectives alternatives (réduction de la consommation de ressources en Europe, transfert de technologies au Sud pour une gestion durable et équitable des ressources à l'échelle planétaire,

1 Voir http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/homeCom.do?body=ITRE
2 Voir http://www.corporateeurope.org/global-europe/content/2011/06/europes-resource-grab

etc.) ne peuvent être envisagées dans un contexte où les intérêts des industriels sont si bien représentés dans les instances européennes. Il est plus que temps pour l'Union européenne et en particulier pour le Parlement européen de réglementer strictement les activités secondaires de ses responsables politiques afin que le travail de ces derniers soit réellement orienté vers la défense de l'intérêt général, des populations et de la protection de l'environnement.

Contact : Fanny SIMON – fannys.aitec@reseau-ipam.org - 06.61.45.17.71

Pour aller plus loin, lire:

- le rapport de CEO, « Europe's ressource Grab. Vested interest at work in the European Parliament », disponible sur http://www.corporateeurope.org/system/files/files/resource/europes+resource+grab.pdf
- le rapport de l'Aitec « Ressources naturelles: Mettre l'Union européenne et sa politique commerciale sur les matières premières hors état de nuire », disponible sur http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/AITEC-OE-BAT-BD.pdf
- l'article de Sophie Chapelle, « Des députés européens à la solde des multinationales », Basta! Disponible sur http://www.bastamag.net/article1637.html